

# Dialogue entre MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Lennart Meri, Président de la République d'Estonie, sur l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne, les objectifs de la construction européenne, la mondialisation, les valeurs de l'Union européenne, la place des "petits pays" et la stratégie militaire de l'OTAN, Tallinn, Estonie, le 28 juillet 2001.

QUESTION - Dans toutes les langues, on trouve la même expression selon laquelle la fin justifie les moyens. D'habitude, l'expression est plutôt considérée comme une expression négative, on pense à Caligula, Staline, Hitler, Machiavel... Après la seconde guerre mondiale, le climat politique a changé. Souvent, maintenant, les buts et les moyens ne s'excluent pas. L'Estonie a essayé d'utiliser tous les moyens possibles pour atteindre son but, pour devenir membre de l'Union Européenne et de l'OTAN. La France est parmi les pays qui décident si ces moyens ont été suffisants pour atteindre le but. Aussi bien Bruxelles que Paris ont laissé entendre que l'Estonie n'est pas très loin d'atteindre son but. Messieurs les Présidents, je voudrais vous poser une question. L'année 2004, si l'on parle surtout de l'Union Européenne, est-ce que c'est suffisamment près, ou est-ce que, le peuple Estonien étant fatigué d'attendre et commençant à être sceptique concernant l'Union Européenne, c'est trop loin ?

LE PRESIDENT - Vous savez, les grandes réformes prennent toujours un peu de temps. Il y a quelques années, si on avait imaginé qu'en 2004 l'Europe aurait une vingtaine ou plus de membres, je crois que personne ne l'aurait cru. Aujourd'hui, je crois que les négociations sont avancées avec un certain nombre d'Etats candidats. Aujourd'hui, l'on voit que l'Estonie fait partie des pays les plus proches de l'adhésion. Alors on peut dire oui, en 2004, l'Estonie sera membre de l'Union Européenne, oui, en 2002, elle aura terminé ses négociations, oui, en 2004, elle votera pour élire ses députés au Parlement Européen. Et finalement cela aura été très rapide. Quand on imagine ce qu'était Tallinn il y a 10 ans et qu'on voit aujourd'hui cette ville ouverte, souriante, bruisante, libre, belle, qui a largement restauré ses édifices, où les gens ont l'air heureux, on se rend compte que les choses ont été rapidement et je souhaite que cela continue et qu'en 2004, nous soyons tous ensemble réunis dans une Europe démocratique, prospère, ouverte et pacifique.

LE PRESIDENT MERI - Quand je pense aux dix dernières années, je dois vous avouer que ça ne me paraît peut-être pas comme une journée longue, mais comme une longue semaine et, pour moi, c'est difficile de les diviser en années. Cette période s'est écoulée très rapidement. On peut ici voir que, moi, j'ai 72 ans et à cet âge, souvent, le temps passe vite. Mais j'ai l'impression que c'est quand même une caractéristique générale qui a touché l'Estonie. Nous ne comprenons pas en fait que dix ans est une courte période et nous ne savons pas nous regarder pour voir combien nous avons déjà changé et combien il faut que nous essayons d'apprendre pour mieux voir les directions de nos changements, de nos modifications. Vous savez, beaucoup de collègues que j'apprécie beaucoup m'ont dit que je suis parfois, dans mes discours et dans mes estimations, un

J'apprécie beaucoup m'ont dit que je suis parfois, dans mes discours et dans mes estimations, un peu critique, peut-être même très critique. Mais à la question posée aujourd'hui, cette question posée au Président de la République française au Président de la République d'Estonie, je pense qu'un jour comme aujourd'hui, nous pouvons tranquillement dire que l'Estonie a atteint beaucoup de choses.

Nous devons également comprendre que nous devons aussi énergiquement travailler par la suite. Je ne peux pas être d'accord avec un homme politique qui a dit que, dans cinq ans, nous serions rattachés ou nous aurions atteint le niveau de la Finlande, parce que le monde ne nous attend pas, le monde évolue. Si nous voulons nous sentir, dans ce monde, égaux aux autres, il faut aussi que nous évoluions et que nous évoluions encore plus vite. Je sais que c'est difficile mais, pourtant, nous devons évoluer rapidement. Nous devons travailler pour récupérer ces 50 ans que nous avons perdus. Maintenant, nous savons que nous travaillons pour nous et pour nos enfants. Les pommes dorées, nous pourrions les avoir en automne.

En 2004, je suis sûr, nous serons parmi ceux qui vont élire leurs représentants au Parlement Européen mais cela veut dire que nous devons résoudre d'autres problèmes qui seront peut-être plus compliqués, certainement plus compliqués qu'aujourd'hui, parce que le monde a tendance à devenir plus compliqué, et non pas plus simple. Et, ici, je voudrais donner la parole au Président français, à mon grand ami à Jacques, ou à "Yak" comme on pourrait dire en estonien, pour commenter la situation, pour expliquer comment le monde ou l'évolution du monde, en devenant plus compliqué, peut-être traduit dans une langue qui serait compréhensible par tous les citoyens européens. Donc que pourrait faire l'Union Européenne pour expliquer encore plus clairement aux Européens ce qu'est l'Union Européenne ?

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement le Président Lennart MERI qui est, comme il a bien voulu le dire, pour moi, un ami de longue date et pour qui j'ai beaucoup de respect, d'estime, d'amitié mais aussi d'affection. Il connaît peut-être mieux que quiconque ici les vertus de la voie européenne. Je n'oublie pas qu'il y a deux ans, il a été élu Européen de l'année par un grand jury de grands Européens qui était présidé par l'ancien Président de la Commission, le Français Jacques DELORS.

Alors, qu'est-ce que l'Europe pour les Européens de demain, c'est à dire pour nos enfants ? Je crois qu'on peut dire d'abord que c'est la paix, la paix garantie et assurée, ce qui déjà est un progrès fantastique quand on pense au passé. Et cela sera d'ailleurs l'un des mérites de l'Allemagne et de la France qui, à l'origine du processus de construction européenne, ont décidé de tourner la page de leur passé et de s'engager sur la voie de la paix, de la confiance, et de l'amitié. Mais c'est aussi la démocratie, l'Europe. C'est le respect d'un certain nombre de valeurs qui sont celles que nous avons en commun mais qui ont si souvent été bafouées par l'histoire. Et ici, vous le savez mieux que quiconque. L'Europe de demain sera forcément démocratique et son grand succès aura été d'enraciner la démocratie et de faire en sorte, par son organisation, qu'il ne soit plus possible de remettre en cause les valeurs qui sont la dignité de l'homme.

Et puis c'est également la stabilité. Nous sommes une région du monde qui, historiquement, a été profondément instable. Stabilité des nations, des peuples, stabilité des frontières. Et cette stabilité est assurée par l'organisation européenne.

C'est aussi le développement. Il est évident que la solidarité entre nous, la disparition des frontières économiques, financières, rend naturellement les échanges plus faciles, les complémentarités beaucoup plus efficaces et, par voie de conséquence, est favorable à la croissance, à l'emploi et au progrès social.

Et puis, enfin, le dernier avantage essentiel de l'Europe, c'est d'être une réponse, je dirais, la seule réponse possible au problème que pose la mondialisation, ce qu'on appelle la globalisation. Nous voyons bien que nous sommes dans un monde où la liberté de plus en plus grande des échanges entre les hommes, les capitaux, les cultures, provoque des avantages incontestables, notamment la possibilité d'augmenter beaucoup les échanges et donc la création de richesses, mais comporte aussi des dangers. Dangers dans bien des domaines, qui vont de la criminalité internationale jusqu'au dumping social et économique, en passant par la remise en cause d'un certain nombre de valeurs, de modèles ou de sécurité.

Aucun de nos pays, pas plus l'Estonie que la France, n'est aujourd'hui en mesure d'imposer le respect par le monde d'un certain nombre de valeurs qui correspondent à son modèle social, à ce à quoi il tient. Et on voit bien que beaucoup de gens dans le monde, et notamment en Europe, sont inquiets de ces évolutions. Quand on voit ces manifestations qui se produisent depuis Seattle jusqu'à Gênes, on voit qu'il y a une grande angoisse, une peur, au fond, de ceux qui craignent que l'on ne puisse pas maîtriser les mauvaises forces de la mondialisation. C'est vrai, mais il faut bien comprendre que, si aucun de nos pays n'est capable de le faire individuellement, l'Europe est, elle, une garantie dans ce domaine. L'Europe, avec 500 millions d'habitants, première puissance économique du monde, est, elle, une garantie dans ce domaine. L'Europe avec 500 millions d'habitants, première puissance économique du monde, première puissance culturelle intelligente du monde, l'Europe, elle, peut imposer au monde une régulation de la mondialisation, de la globalisation, le respect de certaines règles internationales pour éviter les dangers ou les abus de cette globalisation. Autrement dit, elle est, elle, en mesure d'imposer le respect d'un certain modèle social, culturel, linguistique, européen dans le monde. Autrement dit, un modèle humain européen dans le monde.

Et puis dernier point, nos nations quelles que soient leur force, leur tradition leur histoire, leur culture, n'ont pas, seules, la possibilité de créer une force, je dirais, victorieuse, une force de développement, une force qui s'impose. Ensemble, nous le pouvons. L'Europe est aussi une dynamique au service d'une certaine ambition, au sens le plus noble du terme, une dynamique qui nous permettra de faire respecter les valeurs qui sont les nôtres. Alors, tout cela, vous voyez, cela permet de nous assurer l'avenir, je dirais, le meilleur possible. Voilà ce qu'est en réalité l'Europe, au delà des règles et des négociations auxquelles elle donne forcément lieu car c'est un ensemble en devenir et donc un ensemble qui évolue.

QUESTION - C'est pour cela que, justement vous, Monsieur CHIRAC, n'étiez pas pressé, à Göteborg, et même à Gênes, pour condamner à 100 % la violence à Göteborg et dans les autres villes. Vous avez essayé de comprendre leurs problèmes. C'est un paradoxe de l'histoire qu'on voit mieux ceux qui disent non que ceux qui disent oui. Quel conseil, en tant que Président, et vous aussi Monsieur MERI, est-ce que vous pourriez donner aux gens du troisième secteur, ceux qui sont pour l'Union Européenne mais dont la voix ne s'entend peut-être pas très bien quand on entend les protestations ? Quel est leur rôle maintenant dans l'avenir ?

LE PRESIDENT MERI - Si vous le permettez, je voudrais tout d'abord diviser les contestataires en deux groupes : il y a les contestataires, il y en aura toujours dans le monde, et ceux qui brisent les vitres. Je pense que cette attitude critique n'est pas caractéristique seulement des Estoniens mais qu'on la voit partout en Europe. Le résultat plus lointain de cette attitude, c'est une nouvelle demande, rationnelle, qui part d'une vérité toute simple : l'être humain peut vivre effectivement aussi quand il vit d'une façon modeste, quand il ne vit pas sur les biens de ses enfants et de ses petits enfants, quand il vit, quand il sait utiliser les petits moyens qui sont à sa disposition et utiliser ces petits moyens avec moins d'abus, avec des produits qui dureront plus longtemps, donc qui nous permettront de nous sentir en Europe comme, disons, au début du 20e siècle se sentait le paysan Estonien, qui savait qu'il faut vivre d'une façon à avoir des revenus mais en même temps qu'il faut faire des économies.

Ce sentiment, en Europe aujourd'hui, on ne le voit peut-être pas autant, pour une simple raison : c'est que l'Europe n'a jamais connu une période de paix aussi longue. Une période de paix que l'on donne comme héritage, déjà, à la deuxième, troisième, quatrième génération. C'est difficile dans cette situation, pour une jeune personne, d'imaginer les manques, les problèmes qui peuvent conduire à un conflit. Je pense que, si nous parlons de ce terme globalisation, mondialisation, notre tâche est de comprendre que si un Estonien pense d'une façon loyale envers l'Europe, les Européens, en tant qu'ensemble, devraient également avoir une loyauté envers le monde entier et essayer de penser aux problèmes que le 21e siècle va causer à l'Afrique et à l'Asie et trouver des solutions qui permettraient un peu plus d'espoir pour que ces conflits qui existent aujourd'hui et qui sont grands dans ces différentes parties du monde, pour que ces gouffres ne s'agrandissent pas mais que l'Europe puisse, avec sa façon de vivre, servir de

modèle au reste du monde. Et je pense qu'en Europe, il y a une volonté, je pense même de la responsabilité. Nous sommes heureusement très loin des marchands d'Ostrowski qui étaient convaincus qu'on peut tout acheter avec de l'argent, et que si l'on peut tout acheter, alors il faut également tout acheter.

Maintenant, nous avons commencé à penser d'une façon un peu différente, nous savons que nous habitons dans un monde compliqué et que, dans ce monde, il faut qu'il en reste pour les générations futures, pour encore très longtemps.

QUESTION - Monsieur CHIRAC, dans cette salle, parmi vos auditeurs, il y a beaucoup d'enthousiastes pour l'Europe, des Estoniens qui veulent adhérer à l'Union Européenne. Qu'est ce que vous pourriez dire pour les encourager ?

LE PRESIDENT - J'ai tout à l'heure évoqué les avantages inestimables en matière de paix, de stabilité, en matière de droits de l'Homme, en matière de démocratie, en matière de respect de nos valeurs, de notre mode de vie, de notre culture, que tous les Européens, et en particulier les Estoniens qui ont une langue, une culture, une identité, veulent conserver et qui doivent donc être défendues. Il ne le seront qu'à l'intérieur de l'Europe. L'histoire a montré que toutes nos sociétés étaient menacées. Je prendrai, si vous voulez, les choses par un côté plus pratique. Regardez ce que l'Europe a déjà apporté aux Quinze qui sont les membres actuels de l'Europe et ce qui sera donc apporté aux autres qui vont entrer très prochainement, et notamment à l'Estonie.

Sur le plan monétaire, nous avons fait une monnaie unique, 12 pays vont dans quelques mois disposer d'une monnaie unique, avec toute la force, le dynamisme, la simplicité que cela représente et aussi la capacité d'éviter les dangers que nous avons si souvent connus et qui étaient ceux de dévaluations successives, les uns par rapport aux autres, créant d'immenses perturbations économiques et provoquant la misère de beaucoup de gens.

Dans le même esprit, celui de la sécurité, l'Europe s'est constituée en tant qu'unité de défense, de puissance, certes dans le cadre de l'Alliance atlantique mais indépendante, capable d'intervenir, par conséquent, si l'un de ses membres était menacé ou si les intérêts de ses membres ailleurs étaient menacés, ou si les valeurs auxquelles adhèrent ses membres étaient quelque part dans le monde menacées, capacité que naturellement aucun d'entre nous n'avait jusqu'ici.

Prenons l'exemple de l'environnement auquel nous sommes de plus en plus et tous attachés, car on voit bien que notre monde est entré dans une période où les atteintes portées à la nature commencent à être si fortes que l'on peut s'interroger pour savoir si elle a la capacité de régénération nécessaire pour que nous puissions laisser à nos enfants une planète en bon état pour qu'ils puissent y vivre. Là encore, il est certain que seuls, nous sommes incapables de défendre ces choses, alors qu'ensemble, nous pouvons réagir. Et je prends un exemple précis : tous les savants, aujourd'hui, expriment une inquiétude qui concerne les évolutions climatiques en raison de l'excessive émission de gaz à effet de serre, notamment à partir des pays industrialisés, et les conséquences que cela comporte sur le réchauffement de la planète. Seuls, là encore, nous ne pouvons rien, nous sommes pieds et poings liés face à des décisions qui nous dépassent, face à des forces qui ne sont pas maîtrisables par nous.

Nous avons pris conscience de ce problème il y a quelques années, à Kyoto, et nous avons mis ensemble au point un projet permettant de maîtriser ces atteintes portées à la nature. Et puis nous nous sommes aperçus que certains membres de la communauté internationale ne voulaient pas y adhérer. Nous nous sommes groupés, nous avons défendu notre point de vue et nous avons fini par l'imposer, ceci essentiellement grâce au moteur de l'Europe. C'est l'Europe qui a permis à la récente conférence de Bonn de faire accepter le respect par 180 pays, c'est-à-dire tous les pays du monde à l'exception des Etats-Unis, de certaines règles vitales pour la planète que nous devons bien laisser à nos enfants.

Il en va de même pour les problèmes de sécurité, par exemple de sécurité alimentaire. On voit à quel point nos concitoyens, et à juste titre, peuvent être inquiets. Nous avons eu, en Europe, l'épidémie de la vache folle. Nous voyons les interrogations sur les organismes génétiquement modifiés. Là encore, seuls, nous sommes tout à fait incapables de maîtriser quoi que ce soit et

moines. Là encore, seuls, nous sommes tout à fait incapables de maîtriser quoi que ce soit et donc entre les mains de quelques intérêts économiques nous dépassant et qui peuvent s'imposer au monde pour le meilleur, parfois, mais souvent pour le pire, dans leur simple intérêt. Et là encore, unis, nous sommes en mesure de maîtriser ce genre de phénomènes.

Je dirais la même chose sur le plan, par exemple, de la sécurité maritime. Prenez un pays comme la France, bordé d'océans et de mers particulièrement sensibles aux dégâts effroyables qui sont faits par des bateaux incontrôlés et qui viennent finalement échouer plus ou moins sur nos côtes en déversant leur cargaison de fuel, de pétrole. C'est un drame pour nos côtes. Là encore, ensemble, l'Europe a pu imposer un certain nombre de règles qui vont être mises en oeuvre dès l'année prochaine et qui permettront de limiter ces dégâts. Seule, la France n'aurait jamais pu le faire, naturellement, pas plus qu'aucun autre pays.

Donc, si vous voulez, je dirais aux Estoniens que les valeurs auxquelles ils croient, les intérêts qui sont les leurs pour leur vie quotidienne, seront beaucoup mieux défendus, naturellement, si nous le faisons tous ensemble que s'ils sont seuls. Les Estoniens auxquels vous me demandez de parler et qui sont fiers de leur pays, de leur culture, de leur langue, de leur passé, de leurs traditions, de leurs valeurs et qui veulent les conserver.

On voit bien les dangers que l'histoire leur a fait courir. Il n'y a pas besoin de revenir très loin dans le passé pour cela. Alors qu'à l'intérieur de l'Union européenne, par définition, ces dangers sont écartés et que personne ne peut venir leur contester leur identité, leurs droits, leurs valeurs, parce qu'ils sont collectivement garantis par l'ensemble européen. Vous voyez, cela fait bien des raisons pour les Estoniens, comme pour tous les Européens, de vouloir défendre et s'engager fermement sur la voie de l'Europe. Parce qu'ensemble, on est plus fort.

QUESTION - Souvent, on dit que l'arrivée des petits pays dans l'Union européenne et à l'OTAN est empêchée et découragée par les grands pays. Est-ce que dans l'Union européenne, il y a encore de la place pour les petits pays, pour les moins riches ?

LE PRESIDENT - Vous savez, le principe même qui est à la base de l'Union européenne est un principe d'égalité. Et cela n'aurait pas pu marcher autrement. Dans l'Union européenne, il n'y a pas les petits et les grands pays. On n'a jamais vu, dans toute notre histoire, s'opposer les petits et les grands. Il y a naturellement des oppositions. Mais chaque fois, elles regroupent certains petits et certains grands. Quand je dis petits et grands, j'évoque seulement le problème démographique, naturellement. Ce n'est pas un jugement de valeur sur les pays, c'est une constatation démographique. On n'a jamais vu que les petits étaient d'un côté et les grands de l'autre. Sur chaque grand problème, il y a des petits et des grands ensemble, d'un côté, des petits et des grands ensemble, de l'autre.

Deuxièmement, vous avez évoqué la richesse. Il n'y a pas les riches et les pauvres non plus. Nous avons, dès le départ, fixé parmi les règles de l'Union que l'on devait, petit à petit, arriver à un mode de vie qui soit du même niveau. C'est ce que nous avons appelé la politique structurelle, les fonds structurels, c'est-à-dire que les pays riches alimentent une caisse, en quelque sorte, dont l'objectif est de faire augmenter le niveau des pays moins riches.

C'est ainsi que l'on a vu des pays qui, lorsqu'ils sont entrés dans l'Union européenne, avaient un niveau de vie plus bas que la moyenne européenne, je pense par exemple à la Grèce, au Portugal, à l'Irlande, à l'Espagne, et qui ont bénéficié et continuent de bénéficier de cette politique structurelle, c'est-à-dire de transferts de moyens pour permettre leur développement et qui en profiteront jusqu'à ce qu'ils aient atteint en termes de niveau de vie, de produit intérieur brut par habitant, le niveau moyen de l'Europe. C'est vous dire que, là encore, il n'y a pas les riches et les pauvres mais une ambition commune d'avoir un niveau de vie moyen identique entre tous les membres. Voilà les raisons pour lesquelles, aussi, on ne peut pas parler de petits et de grands, ce n'est pas conforme à la philosophie de l'Union européenne.

QUESTION - Sur le thème des petits et grands pays, Monsieur MERI, qu'est ce que vous voudriez dire ?

LE PRESIDENT MERI - Il me semble que le thème des petits et grands pays est quelque chose qui appartient à l'époque des empires, en Europe, qui appartient à l'époque coloniale, qui appartient à l'époque où les petits pays limitrophes ne pouvaient jamais être tout à fait sûrs de

pouvoir léguer leur indépendance, leur langue, leur identité, leur culture aux futures générations. L'Europe d'aujourd'hui pense d'une autre façon. Moi, je ne vois pas quelqu'un en Europe qui pourrait dire aux Suisses, même si ce pays n'est pas membre de l'Union européenne, pourrait dire que la Suisse est un petit pays. Et effectivement, la Suisse est un petit pays, même plus petit que l'Estonie. Ou dire cela aux Danois. C'est une nouvelle façon de penser. L'Europe apprécie je pense, aujourd'hui, de plus en plus la diversité et laisse la standardisation à d'autres domaines, les domaines techniques. Je pense également qu'il y a des différences entre les Allemands et les Français, mais je pense que, pour les petites cultures, pour les petites langues, pour les petites nations, le rôle de ces petites nations est quelque chose que nous pourrions appeler l'Europe encore inconnue qui n'a pas encore été découverte.

Nous connaissons en fait même très mal des pays qui se trouvent près de nous, par exemple la Slovaquie, la République tchèque et, dans le sens inverse, c'est pareil. Moi j'ai souvent pensé : qu'est-ce qui me plaît le plus en Finlande ? J'ai beaucoup été en Finlande, j'ai beaucoup voyagé quand je faisais des films, quand je tournais des films. La réponse est très simple : la Finlande, avec son territoire actuel et sa population actuelle, est tout comme la France était à l'époque où César est venu en France. La nature était très forte, la nature était si forte qu'elle marquait même l'architecture, en Finlande. On prenait la nature en considération quand on construisait une maison. Il y a le lien, qu'on voit dans la musique de Sibelius, qui arrivait en fait très rapidement en Europe, mais qui arrivait en Europe en tant qu'une nouvelle découverte. Il ne faut pas oublier non plus qu'au XIXe siècle, la Finlande était une province pauvre en Europe, où les gens mouraient de faim. En Estonie, au XIXe siècle, cela ne se passait pas. Juste un exemple : nous ne savons, nous ne connaissons pas notre part et nous ne savons pas dire quelle sera notre part dans la création européenne.

QUESTION - Maintenant, je donnerai comme dernier thème de cette première partie de la discussion : l'OTAN. Dans l'évolution de l'OTAN, la France a eu un rôle très, très important. Charles de GAULLE avait tourné le dos à l'OTAN à l'époque où la France avait eu un rôle important. Mais Charles de GAULLE a décidé de tourner le dos parce qu'il trouvait que l'OTAN menaçait l'évolution de la France. Les évolutions actuelles montrent que, parmi les pays de l'Europe de l'Est, il y a quelques pays qui sont devenus d'abord des membres de l'OTAN et qui ne sont pas encore devenus membres de l'Union européenne. Est-ce que cette approche pourrait être, dans un certain contexte, possible, même pour les pays baltes ?

LE PRESIDENT - Si vous me permettez, d'abord, un petit désaccord avec le Président Lennart MERI qui ne m'en voudra pas. Surtout que ce qu'il a dit ne correspondait pas à ce qu'il pensait. Il n'y a pas de petites cultures, il n'y a pas de petites langues. Chaque langue, chaque culture apporte sa contribution à la culture du monde et, à ce titre, elle est nécessaire et elle doit être sauvegardée. C'est le grand combat pour la diversité culturelle, contre les risques d'uniformisation culturelle du monde. Ce serait dramatique si le monde évoluait vers un système de culture unique, imposé et exprimé par une langue unique et forcément abâtardie parce que tout le monde l'emploierait en y apportant sa propre contribution. Vous voyez ce que cela peut donner. Donc, chaque culture doit être protégée, chaque langue doit être protégée. Je sais simplement qu'il n'y a pas de petites ou de grandes et je fais la transition sur vos affaires de sécurité.

D'abord, je voudrais dire aussi que nous sommes tous, au fond, un peu le résultat de mixages. Le Président MERI a évoqué César triomphant des Gaulois, c'est vrai. D'ailleurs, je constate que, sur le plan culturel, aujourd'hui, en France, les gens connaissent beaucoup mieux Astérix que César, mais enfin ! Ce qui prouve d'ailleurs qu'il y a tout de même des racines qui restent vivantes. Mais la France est un bon exemple. Tous les petits Français, dans leurs livres d'histoire, peuvent lire ou pouvaient lire : " nos ancêtres les Gaulois ", moyennant quoi on respectait notre pays, la France. La France qui est l'expression de l'origine franque de notre pays et de notre peuple, les Francs n'ayant naturellement rien à voir avec les Gaulois. Et enfin, quand on parle de la culture française, des origines de la France, chaque fois, nos intellectuels, nos historiens, évoquent nos origines latines, notre culture latine qui est encore une autre chose. C'est dire simplement qu'il y a tout de même un vrai métissage des cultures dont il faut tenir compte.

Un mot sur la sécurité. Hier, j'avais le privilège et l'honneur d'être reçu par le Parlement de Lettonie. Alors, j'ai dit quelques mots et ensuite les parlementaires lettons m'ont posé des questions, et l'un des premiers m'a dit : "mais, Monsieur CHIRAC, au début du siècle, en 1919, la Lettonie a été attaquée, la France est venue l'aider et la Marine française, sous les ordres d'un amiral qu'il a cité et dont j'ose à peine dire que je n'avais jamais entendu parler, sous les ordres de cet amiral, la Marine française est venue défendre la Lettonie. Est-ce qu'aujourd'hui, si la Lettonie était attaquée, l'armée française viendrait la défendre ?" Je lui ai dit : "mais, Monsieur, aujourd'hui, la Lettonie ne sera pas attaquée, parce qu'elle appartient en réalité à l'Europe et demain encore plus, naturellement, quand elle sera membre de l'Union européenne. Car si quelqu'un venait attaquer la Lettonie, ce n'est pas la France qui viendrait à son secours, c'est l'ensemble de l'Union européenne, en toute hypothèse, c'est-à-dire quand même une force considérable, celle qui déjà est intervenue dans un certain nombre de conflits, notamment dans les Balkans, pour faire respecter les droits de l'Homme, mais qui est en train de se constituer de plus en plus fermement avec l'identité européenne de défense et les moyens qu'elle est en train de mettre en oeuvre".

Et donc si la Lettonie est attaquée, ce n'est plus tel ou tel pays vers lesquels elle pourrait se retourner pour être défendue, mais vers l'Union européenne tout entière, naturellement, et cela nous amène à l'OTAN.

La France, je vous le rappelle, depuis le Général de GAULLE effectivement, n'appartient pas à l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. La France est membre de l'Alliance, à ce titre elle siège dans les instances de l'OTAN, mais elle n'est pas membre, elle n'appartient pas à l'organisation militaire intégrée. Ses armées ne dépendent pas du commandement de l'OTAN, elles sont complètement indépendantes. Bon, c'est notre position, peu importe.

Naturellement, sur le plan politique, s'agissant de l'élargissement de l'OTAN, nous avons, comme les autres, pas plus ni moins, notre mot à dire. Je sais parfaitement la volonté de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de bénéficier de l'élargissement, d'être intégrées dans l'OTAN, c'est leur choix. Et j'ai eu l'occasion de dire à maintes reprises qu'à partir du moment où c'est leur choix, il faut le respecter car il y a un principe de Droit international qui veut que chaque pays, et cela est l'expression de sa souveraineté, est libre de choisir l'alliance qu'il souhaite.

Si l'Estonie a choisi l'Alliance atlantique, eh bien, c'est son droit et personne ne peut le lui contester, dans la mesure où, naturellement, l'Alliance accepte cette demande. Et je ne doute pas d'ailleurs que c'est ce qui se passera. Je le souhaite pour des raisons qui sont peut-être plus encore psychologiques que pratiques car, je le répète, l'appartenance à l'Union européenne est une garantie de sécurité totale pour les pays en question. Mais sur le plan psychologique, je pense que, pour les peuples de ces pays, c'est une bonne chose et donc je pense que c'est ce qui se passera et je le souhaite.

Alors, naturellement, nous ne voulons pas déplacer vers l'Est une nouvelle ligne de fracture. Et cet élargissement ne doit être en aucun cas présenté ou ressenti par quiconque, et notamment par les Russes pour parler clair, comme un acte d'agression. Mais l'Alliance est une organisation purement défensive et n'a naturellement aucune ambition hégémonique ou agressive et donc, à condition d'y mettre les formes nécessaires, à condition de ne pas donner l'impression aux Russes que l'on veut les encercler et créer une nouvelle ligne de fracture, alors je ne vois pas pourquoi les Russes devraient s'inquiéter. Je suis persuadé qu'ils le comprendront sans difficulté, d'autant qu'aujourd'hui il y a un partenariat entre la Russie et l'Alliance, partenariat qui a été réalisé à l'initiative, je vous le rappelle, de la France, qui ne marche pas encore très, très bien mais qui s'améliore et qui devra s'améliorer.

QUESTION - Monsieur CHIRAC, dans l'Union européenne, on prend les décisions par consensus mais à l'OTAN, ce n'est pas le cas quand on décide des nouveaux membres

LE PRESIDENT - Il n'y a pas de comparaison. L'OTAN a ses procédures de décisions qui doivent être respectées et qui le seront. Et vous savez que la France a toujours été favorable à l'élargissement de l'OTAN. Au dernier élargissement, nous avons beaucoup défendu, en particulier, la candidature de la Roumanie. Nous n'avons pas réussi mais, enfin, nous l'avons fait

parce que la Roumanie souhaitait très vivement intégrer l'OTAN. Donc, l'OTAN a ses procédures de décision. Je souhaite qu'elles soient favorables aux pays baltes. Mais cela, c'est le problème de l'OTAN.

Au Conseil européen, c'est effectivement un système de décision par consensus mais c'est un système très contraignant. Je veux dire par là qu'en termes de sécurité pour tel ou tel pays, prenons l'Estonie puisque nous sommes ici à Tallinn, en termes de sécurité, l'appartenance à l'Union européenne est une garantie totale pour la sécurité de l'Estonie. Alors, puisque psychologiquement les peuples souhaitent aussi faire partie de l'OTAN, très bien, la France n'y voit que des avantages. Mais en matière de sécurité, l'appartenance à l'Union européenne est au moins aussi efficace.

QUESTION - Monsieur MERI, est-ce que vous souhaitez faire des commentaires sur le même sujet ?

LE PRESIDENT MERI - L'Estonie a exprimé ses priorités au niveau de la politique étrangère et elle a montré qu'elle peut les réaliser. Je pense que la construction de nos forces de défense, c'est quelque chose que nos futurs partenaires apprécient fortement, si on pense que nous avons une situation bien différente de nos amis polonais, hongrois, tchèques etc..., qui avaient quand même leurs forces nationales avant et qui avaient un esprit national qui, en Pologne, par exemple, marquait d'une façon positive, pendant les quinze dernières années, l'évolution politique.

En Estonie, on était au point zéro et nous avons dû commencer à construire nos forces de défense en formant nos officiers en Finlande, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis. Nous sommes arrivés loin dans notre coopération internationale, aussi. Vous avez pu le suivre ces dernières années dans cette région baltique. Nous avons participé à la défense de la paix dans les Balkans. Et je pense que, par ces méthodes et par notre volonté, et par notre Parlement aussi, qui est prêt à donner 2 % de notre PIB pour la défense, l'Estonie est devenue un pays candidat à l'OTAN qui est pris au sérieux, dont on apprécie les résultats.

Je crois que par cette méthode, par cette voie, nous pourrions, ici aussi, au bord de la mer baltique, augmenter la sécurité et également faire croire à nos voisins, la Russie, qu'ils peuvent être sûrs que leur frontière occidentale sera une frontière de paix, qui sera ouverte pour cette coopération pour laquelle l'Union européenne, les membres de l'OTAN, ont plusieurs fois exprimé leur volonté.

Je pense que nous ne devrions jamais mélanger notre rhétorique politique et notre logique politique. Je suis très optimiste et je pense à Vaclav HAVEL, à son beau discours, et je pense également aux paroles du Président BUSH à Varsovie : " jamais plus de Yalta, jamais plus de Potsdam ".

QUESTION - La visite d'aujourd'hui termine la série de visites que vous avez eues dans les Pays Baltes . Qu'est-ce que vous pourriez faire comme bilan des rencontres que vous avez eues à Vilnius, à Riga et à Tallinn ?

LE PRESIDENT - C'est la première fois que j'avais le privilège de venir dans ces trois pays et mon premier sentiment, celui avec lequel je reviens en France, c'est un sentiment d'admiration. Quand on sait les épreuves que ces pays ont subies, quand on imagine ou que l'on entend les témoignages de ceux qui ont connu ces trois capitales il y a 10 ans seulement et qu'on les voit aujourd'hui, on ne peut qu'exprimer de l'admiration sur l'extraordinaire capacité de ces peuples à se redresser. Ça, c'est étonnant et je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de peuples dans le monde qui, après des épreuves pareilles qui auraient demandé à d'autres des générations pour se redresser, il n'y a pas beaucoup de peuples dans le monde qui ont pu se redresser de façon aussi rapide que ce que nous avons vu dans ces trois pays baltes et nordiques.

C'est le sentiment fort et, par voie de conséquence, on en tire la conclusion que l'on peut avoir une complète confiance dans ces peuples et que c'est un honneur et que c'est dans l'intérêt de l'Union Européenne de les voir nous rejoindre. Ils tireront de l'Union Européenne un grand bénéfice en matière de sécurité comme en matière économique et sociale, mais l'Union Européenne tirera un grand bénéfice de leur arrivée en termes de dynamisme, d'intelligence, de capacité à affronter le monde de demain. Je dirai que c'est une bonne affaire pour tous. si l'ose

m'exprimer ainsi en parlant du destin des peuples.

Alors, deuxièmement, j'ai observé de façon plus nationale que, si les relations politiques étaient excellentes entre la France et ces trois pays, les relations économiques étaient insuffisantes.

Les relations politiques sont excellentes. D'abord, c'est très émouvant pour un Français de voir que sur les trois Présidents, il y en a deux qui maîtrisent parfaitement notre langue et le troisième qui la comprend, d'ailleurs. C'est émouvant. Et cela suscite le respect car nous ne pouvons pas en dire autant ou faire la même chose.

Ensuite, nous n'avons aucun contentieux politique et nous sommes d'accord sur, je dirai, la vision du monde de demain et de l'Europe de demain.

Nous avons un petit problème, enfin un problème sérieux, un vieux désaccord avec les trois pays, qui concernait les ambassades baltes à Paris. Vous savez qu'au moment de la guerre, les pays baltes ont perdu leurs ambassades à Paris et qu'ils ont confié leur stock d'or à la France, à la Banque de France. L'or, nous l'avons rendu il y a longtemps, le problème ne se pose pas. Mais les ambassades avaient été transférées à la Russie. Grand contentieux, horriblement compliqué. La France, le gouvernement français, moi même, les autorités françaises, avons décidé de faire une proposition de compromis pour essayer de faire disparaître ce contentieux qui était comme une tache sur nos relations. Nous avons donc fait ces propositions, elles ont servi de base à un compromis et nous sommes heureux que ce compromis ait pu finalement être adopté par, d'une part, la France, d'autre part, chacun des trois autres pays. Et donc, maintenant, nous sommes totalement à jour de toute difficulté pour ce qui concerne la relation politique ou la vision du monde de demain et de l'Europe de demain.

Alors, en revanche, et c'est le dernier point, la France, qui a toujours eu le regard plus tourné vers le sud que vers le nord, et qui a trop souvent considéré que l'Europe s'arrêtait aux frontières de l'Union Européenne, la France, sur le plan des échanges, des investissements, a trop souvent ignoré les trois pays, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Et nous sommes aujourd'hui dans une situation qui est à cet égard injustifiable et qui n'est conforme ni à l'intérêt de ces pays, ni à l'intérêt de la France. Et donc, ce que je souhaiterais, c'est que cette visite ait permis de prendre conscience de cette erreur historique et conduise la communauté d'affaires française et la communauté d'affaires estonienne, lituanienne, lettonienne, à renforcer le plus vite possible leur coopération de façon à ce qu'en termes de commerce ou en termes d'investissement, la France soit à un niveau convenable dans ces pays et que notre coopération s'améliore considérablement. C'est l'intérêt de ces pays comme c'est l'intérêt de la France.

Voilà un peu le bilan que je tire de ce voyage qui, par ailleurs, gardera sur le plan de l'émotion une place particulière dans mon coeur.